

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20190916-SSDAS-211		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société Béton VICAT 2 rue Roulet 69100 Villeurbanne		S3IC 0061.10827 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Installation de production de béton prêt à l'emploi		
Date du contrôle : 12/09/2019		
Inspecteur(s) : Alain MUET		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte : bruit nocturne en juillet 2019 <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle • Bruit		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • centrale à béton		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> <li>Récépissé de déclaration °15700 du 16 décembre 1987 délivré au bénéfice de la société Gimenez frères au titre de la rubrique 89ter.</li> <li>Courrier préfectoral du 16 mars 2012 prenant acte du bénéfice des droits acquis pour la rubrique 2518.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (régime de l'enregistrement).</li> <li>Arrêté ministériel du 08/08/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. DE FOUCAULT	VICAT	Responsable d'exploitation
M. VOINSON	VICAT	Responsable unités de production
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule SSDAS <input type="checkbox"/> Autre :	

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

L'unité départementale du Rhône a été saisie par la mairie de Villeurbanne en date du 1<sup>er</sup> août 2019 pour une plainte relative à des nuisances sonores en période nocturne. La plainte provient d'une riveraine située 12 rue Roulet à Villeurbanne, à proximité immédiate du site exploité par les sociétés Béton Vicat, et Granulats Vicat. D'après les éléments réceptionnés, les nuisances sonores nocturnes ont débutées courant juillet et débutent vers minuit. La société à l'origine de ces nuisances serait Béton Vicat.

L'inspection des installations classées s'est rapprochée des deux exploitants concernés par la plainte bruit.

Un rapport de mesures acoustiques diligentées en 2018 par la société Granulats Vicat a été remis par ce dernier par courriel du 9 août 2019 à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce rapport (réalisé par la société ALHYANGE acoustique - référence : AL 17 / 20 636 ; INDICE : Ind0 ; du 06/02/2018) comporte des mesures de niveaux sonores en limite de propriété du site Granulats Vicat ainsi que des mesures d'émergences sonore au 12 rue Roulet à Villeurbanne. Ce rapport fait ressortir notamment :

- Que l'activité Granulats Vicat s'effectue seulement en journée ;
- Que l'activité Béton Vicat apporte la plus forte contribution aux niveaux sonores mesurés lors de cette campagne. En effet, les niveaux de bruit ambiant mesurés au 12 rue Roulet à Villeurbanne sont de 58 dB(A) lorsque il n'y a que la société Béton Vicat en activité et 57 dB(A) lorsque les deux sociétés Granulats Vicat et Béton Vicat sont simultanément en activité.
- Les niveaux d'émergence mesurés au 12 rue Roulet à Villeurbanne sont de 8 dB(A) (fonctionnement simultanés des activités des deux sociétés précitées) et 9 dB(A) (fonctionnement uniquement de la société Béton Vicat).

Les échanges préalables à la visite d'inspection ont permis de confirmer que les installations de la société Béton Vicat ont fonctionné en période nocturne durant les mois de juillet et août 2019, pour des besoins spécifiques (contraintes de chantiers autoroutier).

Le rapport de mesure acoustique cité ci-avant a été communiqué à l'exploitant Béton Vicat par courriel du 5 septembre 2019.

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### 2.1 – Suites données à la précédente inspection du 11/07/2018 :

L'ensemble des écarts et observations soulevés lors de la précédente inspection ont fait l'objet de réponses satisfaisantes de la part de l'exploitant.

#### 2.2 Thème

- **BRUIT**

Dans le cadre de la plainte de bruit évoquée au point I du présent rapport, la conformité de l'installation au regard des niveaux de bruits maximaux autorisés par les dispositions de l'arrêté ministériel du 08/08/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été contrôlée.

L'inspection constate à la vue des résultats de mesures acoustiques du rapport cité en partie I du présent rapport que la valeur maximale d'émergence autorisée par l'arrêté ministériel du 08/08/11 applicable à la centrale à béton de 5 dB(A) n'est pas respectée en période de jour. Il convient de noter également qu'aucune mesure de bruit n'a été faite en période nocturne.

La visite du site permet de constater que la limite de propriété située à proximité du plaignant est constituée de plusieurs portails, et d'un grillage n'offrant pas d'opposition à la propagation du bruit provenant des activités.

Lors de la visite, le niveau d'activité du site n'était pas représentatif de l'activité normale (pas de production de béton). Il y avait toutefois quelques camions en manœuvres et en cours de nettoyage.

Concernant la plainte relative aux nuisances sonores en période nocturne, l'exploitant précise d'une part que des contacts ont été pris avec le plaignant, et d'autre part des consignes et des modes opératoires différents sont mis en place en période nocturne pour limiter le bruit à proximité de la rue Roulet. L'exploitant demande aux chauffeurs de poids lourds de stationner les véhicules vers l'entrée du site pour éviter les manœuvres à proximité du plaignant. Les opérations de nettoyage sont également déplacées pour limiter les nuisances. L'exploitant considère que les opérations de nettoyages sont fortement contributrices du bruit généré par l'activité du site, car l'activité de production de béton est intégrée dans un bâtiment à structure et bardage métalliques.

Le plaignant a été rencontré suite à la visite du site. Ce dernier a précisé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que l'activité de nuit a été particulièrement bruyante et dérangement (début vers minuit – une heure du matin). Le plaignant estime que le convoyeur à bande est particulièrement bruyant lorsqu'il est en fonctionnement. Il estime également que le bâtiment où sont effectués les nettoyages de véhicules est une source importante de bruit.

### Constats

Au vu des constats qui précèdent, l'exploitant doit mettre en place des actions correctives pour réduire les niveaux sonores et rétablir la conformité de l'installation notamment en termes d'émergence réglementée. Pour la mise en place des actions correctives, il convient de procéder :

- dans un premier temps à l'identification des sources d'émissions sonores significatives ;
- dans un second temps à la mise en place des actions de réduction à la fois par des moyens techniques et organisationnels, en essayant autant que possible de réduire le bruit au plus près de la, ou des sources précédemment identifiées ;
- enfin, un contrôle des émissions sonores, notamment dans la zone à émergence réglementée devra être réalisé à une fréquence définie conformément aux dispositions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 08/08/11 visé en référentiel du présent rapport, pour s'assurer de la mise en conformité. En conséquence de la non-conformité en matière d'émergence, la fréquence de mesures doit être au minimum annuelle. Après deux campagnes de mesures successives présentant des résultats conformes, la fréquence des mesures pourra être au minimum trisannuelle.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 52 de l'arrêté ministériel du 08/08/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	6 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

**Suites données par l'inspection**

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

**Synthèse des suites :**

Cette visite a mis en évidence une non-conformité qui conduit l'inspection à proposer à monsieur le préfet du Rhône une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 08/08/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	L'adjointe au chef de l'unité départementale du Rhône	L'adjointe au chef de l'unité départementale du Rhône
Alain MUET	Magalie ESCOFFIER	Magalie ESCOFFIER

**Pièces jointes le cas échéant** (photographies, documents fournis par l'exploitant, etc.) : /